

Génocide : Sira Silla, une députée française d'origine sénégalaise veut développer la « diplomatie parlementaire » entre Paris et Kigali

Mehdi Ba

7 avril 2018

Ce samedi 7 avril, la députée française Sira Sylla, présidente du groupe d'amitié France-Rwanda, devait assister, à Paris, à la cérémonie commémorant le génocide des Tutsis. Un premier pas vers une normalisation, encore largement virtuelle, de la relation bilatérale ?

L'an prochain à Kigali... une parlementaire française assistera officiellement à la 25e commémoration du génocide commis en 1994 contre les Tutsis du Rwanda. C'est en tout cas l'engagement pris par Sira Sylla, députée (La République en marche, LREM) de la Seine-Maritime et présidente depuis peu du groupe d'amitié France-Rwanda-Burundi à l'Assemblée nationale française.

Belle relation diplomatique

Mardi 3 avril, cette parlementaire de 38 ans, d'ascendance sénégalaise, recevait au Palais Bourbon, à Paris, l'ambassadeur du Rwanda en France, Jacques Kabale. « De riches échanges qui présagent d'une belle relation diplomatique », résume Sira Sylla dans un Tweet posté au terme de la ren-

contre. Ravie d'avoir accueilli ce soir à l'Assemblée nationale, Son Excellence Jacques KABALE, Ambassadeur du Rwanda en France. De riches échanges qui présagent d'une belle relation diplomatique. « Notre dîner s'est très bien passé. La prochaine étape sera une rencontre de l'ambassadeur Kabale avec l'ensemble du groupe d'amitié », indique-t-elle à Jeune Afrique.

De son côté, le diplomate rwandais, en poste à Paris depuis 2009, qualifie la rencontre d'« excellente ». « L'entretien a été franc et riche. J'ai ressenti une volonté d'œuvrer au rapprochement de nos deux pays à laquelle je n'étais pas habitué avec le groupe d'amitié qui a officié durant la précédente législature », indique Jacques Kabale à JA.

Le précédent groupe d'amitié n'avait d'amical que le nom

Depuis juillet 1994, la relation bilatérale entre la France et le Rwanda a alterné entre phases de glaciation diplomatique et crises ouvertes, sur fond d'accusations portées par Kigali contre le rôle trouble joué par Paris avant,

pendant comme après le génocide. À l'exception d'une courte phase de réchauffement, durant le mandat de Nicolas Sarkozy, jamais la normalisation de la relation entre les deux pays n'a été inscrite à l'ordre du jour.

« Le précédent groupe d'amitié n'avait d'amical que le nom, ajoute Jacques Kabale. En cinq ans, ils n'ont jamais fait le déplacement au Rwanda. Sa présidente, membre de la commission de la défense, avait une position alignée sur celle de l'armée française. Lors de nos rares rencontres, jamais les députés du groupe n'ont été plus de trois – sur une quinzaine de membres – à me recevoir. »

Challenge

« Le Rwanda est un grand pays, je voulais relever le challenge », répond Sira Sylla quand on l'interroge sur les motivations qui l'ont conduite à assumer la fonction, sensible, de présidente de ce groupe d'amitié si particulier. « Outre l'ambassadeur Kabale, j'ai également reçu des membres de la diaspora rwandaise. »

Née en France de parents sénégalais originaires du département de Matam, dans la vallée du fleuve Sénégal (Nord), Sira Sylla revendique une certaine conscience panafricaine. « Je ne renie pas ma double culture. J'ai accompagné le président Macron lors de son voyage au Sénégal, et je serai le 8 avril à Dakar dans le cadre de la Francophonie. »

Diplomatie parlementaire

À l'en croire, le ministère français des Affaires étrangères verrait d'un bon œil cette initiative visant à réduire le fossé entre Paris et Kigali :

« L'exécutif nous encourage à développer la diplomatie parlementaire », confie-t-elle.

Sira Sylla aurait souhaité être présente à Kigali ce 7 avril afin d'assister à la commémoration officielle, aux côtés de quatre ou cinq autres députés français. Mais le groupe d'amitié qu'elle préside, créé fin 2017 et officiellement constitué le 21 février dernier, n'a pas été en mesure de concrétiser ce projet à temps, du fait d'une absence de budget et de conflits d'agenda.

Une délégation à Kigali en 2019

Elle assure en revanche qu'elle sera présente lors des deux commémorations organisées cette année à Paris : le 7 avril, au parc de Choisy, sous le patronage de la maire de la capitale, Anne Hidalgo, et de l'association de rescapés Ibuka France ; et le 10 avril, à la mairie du III^e arrondissement, dans le cadre de la cérémonie organisée par l'ambassade du Rwanda en France.

« Nous effectuerons une mission au Rwanda cette année, où nous comptons notamment nouer des liens avec des parlementaires rwandais », indique Sira Sylla. La députée assure en outre qu'une délégation du groupe d'amitié sera présente à Kigali le 7 avril 2019, pour la 25^e commémoration du génocide perpétré contre les Tutsis.

À ses côtés pourrait bien figurer son collègue Hervé Berville, député (LREM) des Côtes-d'Armor, l'un des trois vice-présidents du groupe d'amitié. Né au Rwanda en 1990, rescapé du génocide, durant lequel ses parents ont perdu la vie, ce Breton d'adoption envisagerait lui aussi de rallier cette mission de bons offices au « pays des mille collines ».

La France s'associe à la population rwandaise pour honorer le souvenir des victimes

Dans un communiqué publié ce 7 avril, le Quai d'Orsay signifiait quant à lui une évolution notable dans la manière dont la France officielle évoque le génocide de 1994. « Le 7 avril 1994 commençait l'une des pires atrocités de notre temps. En quelques mois, le génocide des Tutsis au Rwanda, que la communauté internationale n'a pas

su empêcher, faisait près d'un million de victimes innocentes parce qu'elles étaient Tutsis ou s'opposaient à la folie meurtrière du régime rwandais. La France, sur son territoire comme à l'étranger, s'associe à la population rwandaise pour honorer le souvenir des victimes et saluer la dignité des survivants et la capacité de réconciliation du peuple rwandais. [...] »

Reste à savoir si les actes à venir, côté français, seront conformes à ces éléments de langage renouvelés.